



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des relations
avec les collectivités territoriales

Bureau des procédures
environnementales

Nîmes, le 13 JUL 2012

**ARRETE PREFECTORAL
mettant en demeure la société BAGNOLS DECAP
de respecter les prescriptions applicables à son établissement
de BAGNOLS SUR CEZE**

Le Préfet du Gard, chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 514-1 :

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.080 N autorisant la SARL BAGNOLS DECAP à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surfaces sur le territoire de la commune de Bagnols sur Cèze ;

Vu les constatations effectuées par l'inspecteur des installations classées le 16 mai 2012 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 juin 2012 ;

Considérant que la SARL BAGNOLS DECAP ne respecte pas certaines des prescriptions applicables à son établissement de BAGNOLS-sur-CEZE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRETE

Article 1er – Mise en demeure :

La SARL BAGNOLS DECAP, 148 avenue de l'Hermitage, ZA de Berret, 30200 BAGNOLS-SUR-CEZE, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans l'établissement qu'elle exploite à cette même adresse :

1.1. Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- porter à la connaissance du préfet les modifications des installations autorisées (AP du 03/07/08 – art. 1-2-1) ;
- ne pas stocker sur une même rétention des produits incompatibles (AP du 03/07/08 – art. 2.5.1) ;

- mettre en rétention l'aire de chargement et de déchargement des véhicules citernes (APdu 03/07/08 – art. 2-5-4) ;
- inscrire la nature des produits et les symboles de dangers sur tous les récipients de substances dangereuses (AP du 03/07/08 – art. 3-1) ;
- calculer la consommation spécifique d'eau annuellement (AP du 03/07/08 – art. 4.4) ;
- ouvrir un registre des déchets (AP du 03/07/08 art. 6.3 et AM du 29/ 02/12).

1.2. Avant le 31 décembre 2012 :

- faire réaliser une analyse du risque foudre et, s'il y a lieu, une étude technique, et installer les dispositifs de protection contre la foudre (AM du 04/10/10) ;
- installer des dispositifs d'évacuation des fumées en cas d'incendie (AP du 03/07/08 – art. 2.2) ;
- équiper toutes les canalisations de rejet nécessitant un suivi de points de prélèvement et de mesure conformes à la norme NFX 44052 ou NF EN 13284-1 (AP du 03/07/08 – art. 5.3).

1.3. La SARL BAGNOLS DECAP adresse à l'inspecteur des installations classées, dans les délais mentionnés aux 1.1 et 1.2, les justificatifs du respect de ces dispositions.

Article 2 - Sanctions

Passés les délais fixés à l'article 1er, les infractions aux dispositions du présent arrêté peuvent entraîner la mise en œuvre des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 – Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées par les articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 4 – Notification – Exécution

Le présent arrêté est notifié à la SARL BAGNOLS DECAP – 148 avenue de l'Hermitage – ZA de Berret – 30200 BAGNOLS-sur-CEZE.

Une copie est adressée :

- au maire de BAGNOLS-sur-CEZE
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Languedoc-Roussillon à Alès

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

A Nîmes, le 13 juillet 2012
Le Préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général



Jean-Philippe d'ISSERNIO